

Pétrole et gaz du Canada—Loi

Petro-Canada se lance maintenant dans le style bureaucratique. En clair, cela veut dire que les gens avaient intérêt à aller chercher du gaz naturel. Ils savaient que s'ils en trouvaient, ils pourraient le vendre. Ils savaient que s'ils le vendaient, ils pourraient réaliser des profits. Voilà ce que veut dire cette affirmation. Ils en ont trouvé. Ils en ont trouvé des quantités dans le champ Elmsworth et dans les autres champs de pareille ampleur. Petro-Canada déclarait ensuite:

Si le régime actuel des prix et de la fiscalité afférents au pétrole brut était modifié au point d'augmenter considérablement le produit net touché par le producteur, il est tout à fait possible que cela augmenterait les réserves et la production.

En d'autres termes, Petro-Canada a dit que si le produit net touché par les producteurs pour le pétrole découvert dans le bassin occidental augmentait, ils en trouveraient plus. C'est tout à fait simple.

Je voudrais maintenant dire un mot des sommes qu'il va falloir pour mettre le Canada sur la voie de l'autosuffisance énergétique au cours du siècle, d'ici l'an 2000. L'année 1995, on n'en parle plus. Et il est absolument impensable, malgré les promesses du grand pontife de l'énergie, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Lalonde), et de son sous-fifre, le premier ministre (M. Trudeau), que nous atteignons l'autosuffisance énergétique d'ici 1990. Cela ne se fera pas. Il devient de plus en plus apparent chaque jour que nous n'atteindrons pas l'autosuffisance énergétique d'ici 1990. Pour atteindre cette autosuffisance d'ici l'an 2000, il va falloir des investissements directs d'au moins 260 milliards, en dollars de 1980, dans les seuls champs concernant le pétrole. Je parle de forage en mer de Beaufort, dans le bassin Hibernia et dans le bassin occidental. Je parle également des mégaprojets qui vont être réalisés, ceux des sables bitumineux d'Athabasca, celui d'Imperial Oil à Cold Lake, celui d'Alsands à Fort McMurray, et encore cinq autres au moins. Tous les experts en matière d'énergie et tous ceux qui s'y connaissent ont bien fait comprendre qu'il faut faire des investissements massifs de capitaux d'au moins 260 milliards de dollars en dollars d'aujourd'hui. D'où viendra tout cet argent? Nous disons que nous allons canadianiser l'industrie pétrolière—et je suis d'accord sur cet objectif, mais pas sur la façon dont le gouvernement s'y prend. Ça n'a pas de sens de dépenser des millions et des millions de dollars pour acquérir une société pétrolière existante qui fait déjà le travail que nous voulons qu'elle fasse. Si Petro-Canada veut se lancer dans l'exploitation pétrolière, qu'elle le fasse, mais pas aux dépens des autres producteurs. Qu'elle se débrouille elle aussi pour découvrir du pétrole.

● (2130)

Si nous tenons à canadianiser l'industrie, nous pourrions le faire par le truchement de la fiscalité. Il doit sûrement y avoir des gens compétents sur les banquettes ministérielles capables de mettre au point des dispositions fiscales qui puissent inciter à investir dans les sociétés canadiennes ceux qui investissent actuellement dans les sociétés pétrolières étrangères.

Les ressources sont là et nous avons la technologie qu'il faut pour les exploiter. Cette technologie nous vient avant tout de nos bons amis au sud de la frontière, et je le dis tout à fait sincèrement. Cette technologie a été mise au point aux États-Unis par les méchantes sociétés pétrolières multinationales. Ce sont elles qui nous l'ont transmise et nous pouvons maintenant nous en servir au Canada.

Une voix: Gratuitement?

M. Shields: Voilà maintenant que le petit croupion rouge s'éveille. Tout ce qu'il veut, c'est qu'on perçoive des impôts exorbitants de tout le monde et qu'on achète tout. Nous n'avons pas assez d'argent pour tout acheter et c'est ce que je m'efforce de lui expliquer.

La technologie dont le Canada a pu se servir n'existe pas en URSS. Nous pouvons forer un puits dans l'espace de trois mois, mais il faudrait environ deux ans pour forer le même puits en Union soviétique parce que l'URSS n'a pas la technologie nécessaire. Nous l'avons et nous possédons aussi les ressources. Nous devons attirer des capitaux au Canada pour exploiter ces ressources. Nous devons le faire immédiatement ou nous gèlerons tous dans le noir.

Des voix: Bravo!

M. Pat Nowlan (Annapolis Valley-Hants): Monsieur l'Orateur, je suis très heureux de participer au débat du bill C-48 et de l'amendement qu'a présenté mon collègue, le député d'Eto-bicoke-Centre (M. Wilson), et qu'énonce la motion n° 21 qui est à l'étude ce soir.

Je voudrais dire, j'espère sans m'attirer de miaulements de la gauche, du centre, de la droite, d'en avant de moi et encore moins d'en arrière, que je n'avais pas l'intention de participer au débat ce soir avant d'entendre le discours prononcé par le député de Westaskiwin (M. Schellenberger). Pendant que j'étais assis derrière le rideau en train de fumer le cigare, comme cela m'arrive parfois, j'ai été fort impressionné par son attitude et sa façon d'envisager cet amendement très fondamental. La Chambre a consacré bien des jours à l'étude de ce bill, monsieur l'Orateur, mais je ne vois vraiment pas quel bill devrait primer sur le bill C-48 à la Chambre à ce moment-ci de l'histoire du Canada.

Mes amis à ma gauche essaient de m'interrompre, monsieur l'Orateur, mais je n'ai pas l'intention de me mettre à suivre des pistes de lièvre. Lorsqu'on chasse l'éléphant, on ne perd pas son temps à suivre des pistes de lièvre; on ne se laisse pas entraîner vers des terriers vides.

Pendant que j'étais assis là—et j'avouerai que je fumais un cigare qui n'était pas fabriqué au Canada, mais qui m'avait été donné par un Canadien—je me disais que, d'un point de vue philosophique, le bill fait bien des choses et que l'amendement aussi fait bien des choses. Nous parlons de canadianisation et nous vivons un moment intéressant de l'histoire du Canada. La semaine prochaine, les premiers ministres provinciaux et le premier ministre du Canada (M. Trudeau) sont supposés se réunir, et j'imagine qu'ils le feront, pour essayer de résoudre certains des problèmes fondamentaux qui existent au Canada depuis déjà quelque temps. Nous avons entendu à la Chambre aujourd'hui que le ministre des Finances (M. MacEachen) a encore une fois changé d'avis—c'est maintenant la troisième fois—et que nous aurons peut-être un budget.

En entendant parler de la canadianisation, je me suis rendu compte ce soir que c'était le moment où jamais de faire la distinction entre ceux qui siègent à la droite de l'Orateur et ceux qui siègent à sa gauche, du moins ceux qui font partie de l'opposition officielle, parce qu'il n'y a pas eu d'opposition à la gauche de la gauche depuis la présentation de la résolution constitutionnelle. Selon l'Orateur, il n'y a eu qu'un parti d'opposition officielle à la Chambre des communes, ce qui est tout à fait exact, et en ce qui concerne le débat sur la constitution, non seulement y a-t-il un seul parti de l'opposition